

#### METHODOLOGIE

	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	X
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphonique avec des informateurs clés.	

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Event Tracking, EET) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites terrain et/ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. Les informations sont ensuite recueillies dans les outils ERM. Ce rapport synthétique présente les résultats des évaluations réalisées du **25 avril – 6 mai 2024** à travers des **évaluations menées sur terrain avec les informateurs clés.**

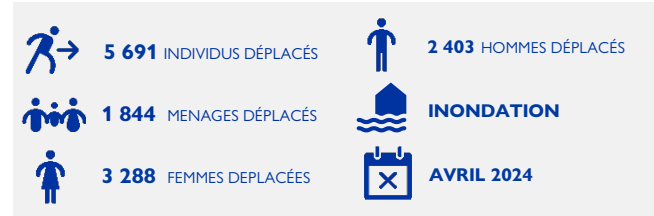
#### RÉSUMÉ DE L'ALERTE

La province du Tanganyika est confrontée à un nombre de situations interconnectées qui sont liées à la mobilité humaine. Le changement climatique, dont les effets sont déjà visibles dans la région, a entraîné une montée des eaux des rivières et du lac Tanganyika, ainsi qu'une augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les canicules et les inondations. Les inondations et les pluies torrentielles, phénomènes récurrents au Tanganyika depuis février 2024, ont particulièrement affecté les établissements côtiers du lac Tanganyika. Les inondations, l'érosion et les glissements de terrain ont causé la destruction d'habitations et d'infrastructures et ont entraîné le déplacement des populations locales, en particulier à : Rugo, Kamenge, Kimomo, Kabubili et toute la rive du lac le long de l'axe Kabimba dans le groupement Kasanga Mtoa, Tumbwe Chefferie. Des dommages/destructions de plus d'un millier d'habitations ainsi que des terres agricoles, des récoltes, d'autres biens mobiliers et des écoles ont été signalés. Plus de 1 800 ménages ont trouvé refuge auprès de familles d'accueil dans des villages et localités plus sûrs, ainsi que dans le site de déplacement de Rugo (sous la coordination de l'OIM). Beaucoup d'entre eux vivent dans des abris surpeuplés, dans des conditions précaires, avec une situation de protection alarmante et une assistance extrêmement limitée. Plusieurs zones de terres cultivées ont été inondées et les récoltes ont été complètement ou partiellement détruites. Selon les informateurs clés interrogés, aucune aide humanitaire n'a encore été fournie pour répondre aux besoins aigus.

#### DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT

Village	Ménages	Individus	Hommes	Femmes	Enfants <5
RUGO	130	650	250	400	154
KAMENGE	110	490	340	150	87
MAHELO	13	52	19	33	5
MTOA	64	320	153	167	91
KIMOMO	1 200	2 800	1 070	1 730	515
KIBOKO ZONGA	50	150	90	60	60
KABUGA	34	150	60	90	60
MUTETEZI	60	300	117	183	99
MULICHA	45	225	97	128	79
KISONGO PLAGÉ	20	100	33	67	22
MAPERA	21	105	48	57	28
MAJENGO	20	100	43	57	21
KATENGA	14	70	23	47	15
<b>Site des PDI – RUGO</b>	63	179	60	119	70
<b>TOTAL</b>	<b>1 844</b>	<b>5 691</b>	<b>2 403</b>	<b>3 288</b>	<b>1 363</b>

#### DÉTAILS DU DÉPLACEMENT



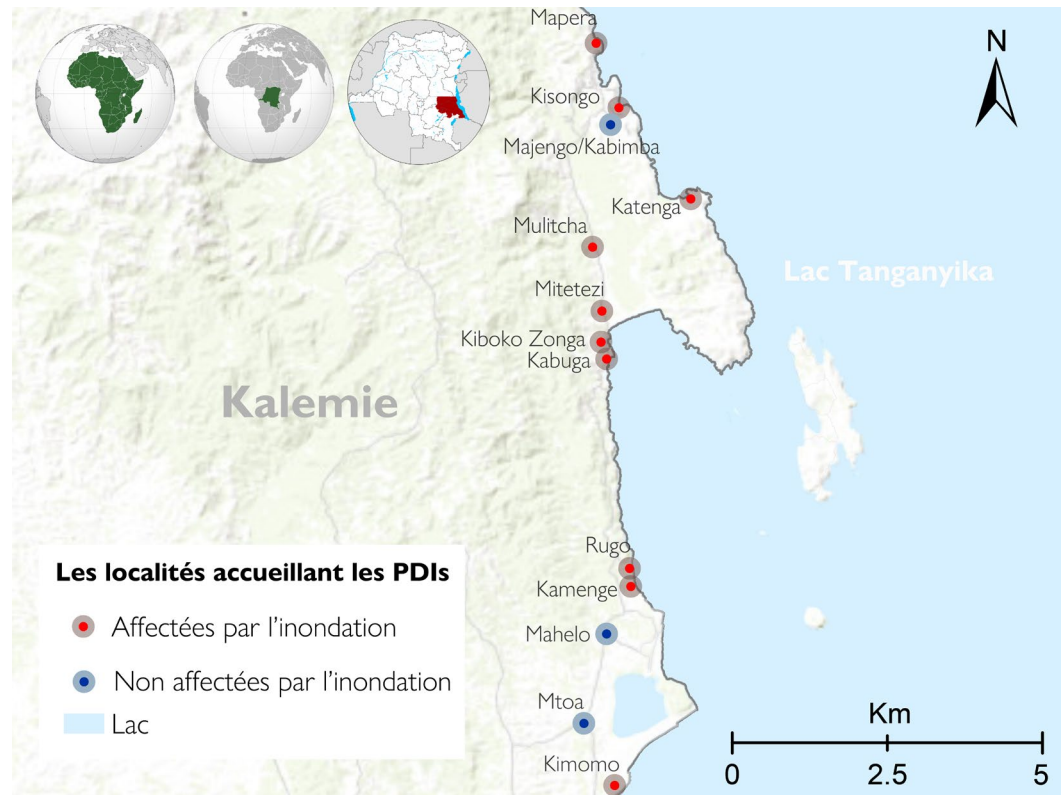
#### DÉTAIL SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	TANGANYIKA
TERRITOIRE	KALEMIE
VILLE	KALEMIE

#### PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES



#### CARTOGRAPHIE DE LA SITUATION



**OBSERVATION & ANALYSE**

**OBSERVATION & ANALYSE**



Les résidents des villages de Rugo, Kamenge, Kasenge, Kimomo, Kabubili et certains villages côtiers Axe Kabimba (groupement de Kasanga Mtoa), ont été contraints de quitter leurs résidences à la suite des inondations. La crue des rivières et du lac Tanganyika provoque inondations, érosions et éboulements de terrain suivis des dommages collatéraux. Certains ménages déplacés ayant trouvé refuge dans d'autres quartiers plus sûrs des mêmes villages et d'autres vers des villages voisins. Le DTM, par le biais de cette EET, estime à 5 691 le nombre d'individus déplacés dans les zones évaluées (1 844 ménages). Des cas limités de déplacement pendulaire entre les zones d'origine plus sûres et les zones affectées ont également été observés.



Les informateurs clés signalent que les inondations ont créé les conditions idéales pour la propagation de maladies telles que la typhoïde. Souvent, il ne reste plus aucune infrastructure sanitaire dans les villages affectés, et les infrastructures disponibles dans les zones de déplacement sont limitées. Dans les zones de déplacement, les informateurs clés font état de mauvaises conditions sanitaires dues à la destruction des infrastructures, de la promiscuité et d'un système de santé affaibli, entre autres problèmes. Les centres de santé des zones urbaines voisines sont souvent surchargés et mal équipés. Les services de santé disponibles à Kabimba et Mtoa sont souvent de mauvaise qualité, à une distance de plusieurs kilomètres des zones de déplacement et limités à ceux qui peuvent se les payer. Par conséquent, de nombreuses personnes déplacées optent pour l'automédication traditionnelle, sans accès aux soins médicaux modernes. En outre, les systèmes communautaires de surveillance de la santé et d'alerte précoce ne sont pas encore opérationnels.



La DTM estime qu'environ 90 pour cent des ménages déplacés qui ont perdu leur maison sont hébergés par les communautés d'accueil. L'utilisation fréquente d'habitations de fortune et la surpopulation ont conduit à des conditions de vie précaires pour la plupart d'entre eux. Dans la plupart des cas, le parc immobilier des zones touchées a été considérablement endommagé par les inondations. Dans certaines zones, comme les villages de Kimomo, Rugo et Kamenge, l'ensemble du parc immobilier et la plupart des biens des résidents ont été inondés et détruits. D'importants dégâts causés par les eaux de crue aux habitations, aux terres agricoles et aux entreprises ont été observés le long de l'axe de Kabimba.



La plupart des zones de déplacement n'ont pas d'école. Et lorsque des établissements scolaires existent, ils sont gravement endommagés ou complètement détruits. Lorsque des efforts ont été faits pour relocaliser les écoles, ils sont entravés par le manque de ressources, notamment d'enseignants qui ont eux-mêmes été déplacés. Dans de nombreux ménages déplacés, le taux de présence quotidienne à l'école est faible. Les informateurs clés signalent que, compte tenu de l'étendue des dégâts, il est possible que certains enfants ne reprennent pas leurs études avant la fin de l'année scolaire en cours, ce qui pose d'importants problèmes de protection. Il est fréquemment fait état d'écoliers travaillant dans les champs ou pêchant. Des inquiétudes existent quant à l'impact des inondations actuelles sur le prochain calendrier scolaire, compte tenu des dégâts considérables subis par les infrastructures.



Les rapports des informateurs clés indiquent que parmi les habitants qui vivent de la pêche et de l'agriculture, 85 pour cent ont abandonné leurs outils de production, qui ont été submergés par les eaux de crue. La conséquence n'est pas seulement la perte des moyens de subsistance, mais aussi les pénuries alimentaires et l'augmentation des prix des produits de base qui étaient déjà insuffisants. Les moyens de subsistance sont d'autant plus menacés que le niveau de vulnérabilité et de pauvreté augmente. Les informateurs clés soulignent la réduction de la capacité de production alimentaire, tant en termes de quantité que de qualité, ce qui a de graves conséquences sur la sécurité alimentaire, la nutrition, et la santé. Les ménages en situation d'insécurité financière et alimentaire subissent déjà les conséquences les plus graves en raison d'un manque d'épargne et d'accès aux mécanismes de soutien. L'impact de ces inondations risque de s'étendre aux régions non affectées qui dépendent de la production agricole et alimentaire dans les zones touchées.



L'accès à l'eau potable pour les usages domestiques devient de plus en plus difficile car l'impact des inondations exacerbe les différentes formes de pollution. Il s'agit notamment des effluents agricoles et des eaux usées que les inondations entraînent dans les puits et autres sources d'eau, empêchant ainsi les ménages d'avoir accès à l'eau dont ils ont besoin. Dans les zones de déplacement, les personnes déplacées vivant sans latrines ni douches se lavent et défèquent en plein air. Les enfants, qui souffrent déjà de malnutrition, sont particulièrement vulnérables aux maladies transmises par l'eau.



Ecole inondée dans le village Mapera, Tanganyika. © IOM/Nestor Ndoshi - 2024